

LÉGATION DE SUISSE  
WASHINGTON 8, D. C.

le 26 novembre 1946

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Aujourd'hui la Délégation suisse a offert un déjeuner au Racquet Club en l'honneur de M.Spaak, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Y assistaient, du côté suisse, vos trois observateurs accompagnés de MM.Campiche et Zoelly, et du côté belge MM.Spaak, Lebeau (collègue belge de M.Secrétan) et Daufresne de la Chevalerie, Consul général de Belgique à New York. Au cours de la conversation qui s'est engagée à table, nous avons parlé, entre autre, de votre lettre à Spaak, du 19 octobre dernier. M.Spaak la garde, comme il l'avait promis à M.Secrétan, dans ses archives privées et la considère comme lettre personnelle. Il ne l'a montrée à personne de ses collègues étrangers. Le seul qui l'a lue in extenso est M.Lebeau qui semble être un des collaborateurs de M.Spaak jouissant de sa confiance toute particulière. Le Président a dit que M.Lebeau, après lecture de la lettre, a eu la même réaction que lui-même: le moment n'était pas propre à la discussion du problème de la neutralité. M.Spaak donne comme raisons militent en faveur de sa thèse les deux faits suivants:

1° Les Grandes Puissances quelque favorables qu'elles soient à la Suisse, ne sauraient, à l'heure actuelle, accepter une modification de la Charte ou même une exception à celle-ci sans créer un précédent dangereux pour d'autres désirs analogues. "Pourquoi", a-t-il dit "provoquer une discussion sur une question qui aboutira, à l'heure actuelle, dans une impasse; pourtant rien ne presse".

Monsieur le Conseiller Fédéral Petitpierre,  
Chef du Département Politique Fédéral,  
B e r n e .





2° Certains petits Etats, parmi lesquels des Etats européens amis de la Suisse conscients du problème de la neutralité perpétuelle, s'opposeraient à toute exception en faveur de la Suisse. "Il y a, certes, des pays ne voulant rien savoir de la neutralité, mais, n'oubliez pas, il y en a d'autres qui en ont la nostalgie!"

Nous n'avons pas omis d'expliquer à M. Spaak les raisons pour lesquelles vous avez cru utile et même nécessaire de confirmer par écrit, et ceci avant la réunion de l'Assemblée générale, les éclaircissements que vous lui aviez déjà donnés de vive voix lors de votre bref séjour à Paris, et d'attirer son attention sur le sort qui nous attend, peut-être, de rester finalement seuls avec l'Espagne en dehors des Nations Unies. Sa réaction a été très vive. "Je ne vois aucun danger pour vous", a-t-il dit, "on se rend parfaitement compte de votre situation qui diffère de celle de l'Espagne".

Le problème de la suite que le Président Spaak devrait donner à votre lettre me semble être maintenant amplement élucidé. La discussion est close pour l'instant. Reste à voir le rôle que la lettre sera appelée à jouer, peut-être, à l'avenir.

Pendant le déjeuner M. Spaak a fait quelques remarques touchant l'une ou l'autre des questions internationales à l'ordre du jour. Je relate, à toutes fins utiles, les remarques, superficielles évidemment mais émanantes cependant d'un personnage qui occupe une place importante dans la politique internationale. A son avis San Francisco aurait plus de chances de devenir le site des Nations Unies que New York, grâce surtout aux conditions de travail plus favorables (climat, verdure, dimensions de la ville). Les environs de Boston seraient exclus à la suite d'un discours imprudent du Gouverneur qui a offensé les Russes et provoqué leur



opposition.

Sur le plan de la politique européenne, je note l'intérêt que M. Spaak semble porter à l'égard du Réduit suisse, intérêt partagé d'ailleurs par le Général de Lattre de Tassigny qui lui en aurait parlé. Je note également les instructions que le Président a données à la Délégation belge de voter de temps à autre avec les Russes. A son avis, les Russes se sentiraient isolés et considéreraient le bloc occidental comme une réalité politique, d'où leur méfiance qui gêne continuellement la collaboration internationale. Parlant du problème des réfugiés des pays de l'Europe orientale il a conseillé d'être très prudent et surtout de ne rien signer. En Belgique, a-t-il ajouté, à un moment donné les réfugiés "se sont évanouis", en dépit de l'accord que "nous avons malheureusement conclu". C'était la seule solution possible.

Pour finir je cite une phrase frivole sortie de la bouche du Président au sujet des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies: "Avec André Gide je suis de l'avis que la discussion est un malentendu qui se développe".

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

